



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des  
Affaires juridiques



Numéro 345 - 10 novembre 2022

---

## **Des exigences constitutionnelles en temps de crises, par Jean Maïa, Secrétaire général du Conseil constitutionnel**

A l'occasion de la parution du rapport d'activité 2022 du Conseil constitutionnel, Jean Maïa évoque des solutions jurisprudentielles relatives à la crise sanitaire et à la crise énergétique

[Lire la suite](#)



## Institutions

### **Organisation et moyens de la Douane face au trafic de stupéfiants - Rapport d'information du Sénat – Octobre 2022**

La Douane est à l'origine de 60 % à 80 % des saisies de produits stupéfiants sur le territoire national. Cependant, face à un trafic toujours plus dynamique, il devient nécessaire de repenser son organisation et les moyens mis à sa disposition

[Lire la suite](#)



## Juridictions

### **Déréférencement d'une interface en ligne présentant un caractère manifestement illicite - Décision n° 2022-1016 QPC du 21 octobre 2022**

Le déréférencement des interfaces en ligne présentant un caractère manifestement illicite constitue une atteinte à la liberté d'expression et à la liberté d'entreprendre, atteinte se justifiant au regard de l'objectif de protection des consommateurs.

[Lire la suite](#)



## Commande publique

### **L'offre d'un candidat à l'attribution d'une délégation de service public qui méconnaît la convention collective qui s'impose à lui ou mentionne une convention inapplicable doit être écartée comme irrégulière**

L'article L. 2261-15 du code du travail prévoit que les stipulations d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel rendues obligatoires par arrêté ministériel s'imposent aux candidats à l'octroi d'une délégation de service public, lorsqu'ils entrent dans le champ d'application de cette convention.

[Lire la suite](#)

## Prescription de l'action en responsabilité pour faute assimilable à une fraude ou à un dol

S'il résulte de l'article 2262 du code civil, dans sa rédaction applicable jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 2008, et de l'article 2224 du même code, dans sa rédaction issue de cette loi, que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 2008, les actions fondées sur la responsabilité pour faute assimilable à une fraude ou à un dol sont prescrites par cinq ans à compter de la date à laquelle le maître d'ouvrage connaissait ou aurait dû connaître l'existence de cette faute.

[Lire la suite](#)



## Finances publiques

### Rapport de la Cour des comptes sur le financement des collectivités territoriales

La Cour des comptes a publié le 12 octobre 2022 un rapport relatif au financement des collectivités territoriales, dans un contexte de suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de baisse des impôts de production. La Cour a examiné plusieurs options qui pourraient permettre un meilleur financement pour chaque niveau de collectivité en fonction de ses spécificités.

[Lire la suite](#)

### Rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales en 2022 (fascicule 2)

La Cour des comptes publie chaque année depuis 2019 un rapport sur les finances locales en deux temps. Le premier fascicule publié en juillet 2022 analysait la situation des collectivités locales au 31 décembre 2021. Ce second fascicule propose une étude des perspectives

d'évolution des finances publiques locales en 2022. Le second chapitre de ce rapport se consacre à l'intercommunalité.

[Lire la suite](#)



## Marchés

### **Décret du 13 octobre 2022 relatif à l'encadrement des appels téléphoniques à des fins de prospection commerciale non-sollicitée**

Le décret n°2022-1313 du 13 octobre 2022 encadre les jours, horaires et fréquences des appels téléphoniques à des fins de prospection commerciales. Il sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

[Lire la suite](#)

### **Bilan de trois années de contrôles de la DGCCRF sur les EHPAD privés à but lucratif**

La DGCCRF a réalisé près d'un millier de contrôles auprès de sièges sociaux d'EHPAD entre 2019 et 2021. L'enquête s'est concentrée sur les établissements privés à but non lucratif en raison de leurs prix particulièrement élevés et de la multiplication des offres de prestations facultatives. Les enquêteurs ont constaté un taux d'anomalie élevé puisque plus d'un établissement sur deux présentait au moins une anomalie.

[Lire la suite](#)

# Entreprises

## **Non-conformité de la proposition de loi portant création d'une contribution additionnelle sur les bénéfices exceptionnels des grandes entreprises - Décision n° 2022-3 RIP du 25 octobre 2022**

Le Conseil constitutionnel a décidé qu'une proposition de loi, qui n'aurait pour seul effet d'abonder le budget de l'Etat par l'instauration d'une taxation plus élevée des bénéfices de certaines sociétés, ne peut être considérée comme relevant d'une réforme relative à la politique économique de la Nation permettant l'organisation d'un référendum d'initiative partagée (RIP).

[Lire la suite](#)

## **Entreprises adaptées – Rapport d'information du Sénat - Octobre 2022**

Dans un rapport spécial d'information du 5 octobre 2022, le Sénat présente ses conclusions sur le contrôle budgétaire qu'il a opéré sur la politique de soutien aux entreprises adaptées (411 millions d'euros en 2021).

[Lire la suite](#)

## **Reprendre pour mieux entreprendre dans nos territoires – Rapport d'information du Sénat**

La reprise d'entreprise constitue un enjeu capital pour la France qui a besoin que ses petites et moyennes entreprises (PME) se développent pour devenir des entreprises de taille intermédiaire (ETI), maillon essentiel à la performance économique, à l'emploi et au redressement de la balance commerciale.

[Lire la suite](#)



## Questions sociales



### **Le salarié employé à une mission de service public est tenu à un devoir de réserve, y compris en dehors de l'exercice de ses fonctions**

Un salarié de droit privé, employé par une mission locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et mis à disposition d'une collectivité territoriale, est soumis aux principes de laïcité et de neutralité du service public et dès lors à une obligation de réserve en dehors de l'exercice de ses fonctions, tant en sa qualité de salarié d'une personne de droit privé gérant un service public qu'en celle de salarié mis à disposition d'une collectivité publique.

[Lire la suite](#)

### **Société européenne par transformation - Représentation des syndicats au sein du conseil de surveillance – CJUE, C-677/20 du 18 octobre 2022**

La transformation d'une société de droit national en société européenne (SE) ne doit pas réduire la participation, prévue par le droit national, des syndicats à la composition du conseil de surveillance.

[Lire la suite](#)



## Numérique



### **Protection des données - Droit à l'effacement – Responsabilité du responsable du traitement de données personnelles – CJUE, C-129/21, 27**

**octobre 2021**

Un responsable de traitement de données personnelles est tenu de prendre des mesures raisonnables afin d'informer d'une demande d'effacement émanant de la personne intéressée les autres responsables de traitements avec lesquels il a échangé les données de cette personne.

[Lire la suite](#)



## **Projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi**

Le projet de loi portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail permet de prolonger l'application des règles actuelles de l'assurance chômage, dans l'attente d'une nouvelle réforme en 2023 pour répondre aux difficultés de recrutement des entreprises. Il crée également un service public de la VAE.

[Lire la suite](#)







Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



#### [S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler / Bandeau : Aphanian / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).